

M. le chef de D. v. li



EMBASSY OF SWITZERLAND

WASHINGTON 8 D.C., 8 juin 1962
2900 Cathedral Avenue N.W.
Telephone HO 2-1811/7

Ref.:

POLITIQUE BERNE
R.P. No 56
par courrierC U B A

Source: Conversation de M. Grandjean avec X., chargé des affaires cubaines au Département d'Etat.

Le 31 mai, notre Ambassade à Moscou a fait tenir au Service d'Information et de Presse une lettre accompagnée de deux articles parus dans les journaux soviétiques au sujet de diverses tracasseries que les Américains feraient subir aux bateaux soviétiques en haute mer. J'ai également reçu copie de ces divers documents.

Il y a deux mois environ, mon collaborateur, lors d'une conversation avec X., avait appris que les Etats-Unis, par mesures de représailles contre les ennuis que leur causaient les Russes dans les corridors aériens de Berlin, envisageaient de provoquer, de leur côté, certaines difficultés aux navires soviétiques se rendant à Cuba. Les mesures envisagées prévoyaient entre autres l'éclatement de mines sous-marines, l'encercllement par des avions et des bateaux des navires soviétiques et tout autre moyen propre à entraver la navigation aux abords de Cuba.

Cette information m'avait paru à ce moment-là peu digne d'être rapportée, d'autant plus qu'un fort doute planait encore sur l'exécution de ces mesures. Les deux articles soviétiques ont permis à mon collaborateur de revenir sur



4 copies

- 2 -

sa conversation avec X. Celui-ci n'a pas nié que la marine et l'aviation américaines avaient, à quelques reprises, voulu connaître de plus près la nationalité de certains bateaux se rendant à Cuba ou quittant cette île. Il serait cependant exagéré de penser qu'il s'agit de la part des Etats-Unis d'une obstruction systématique à la liberté de la navigation en haute mer. Ces mesures américaines "d'identification" ont d'ailleurs été rapportées depuis que la sécurité des couloirs aériens berlinois est à nouveau rétablie.

*
* *
*

Au cours de cet entretien, la question cubaine dans son ensemble fut également abordée. Selon X., l'Administration américaine, dans sa politique vis-à-vis de Cuba, était en face de trois solutions:

1. Entreprendre une nouvelle invasion.
2. Ignorer complètement le régime de Castro.
3. Isoler Cuba du monde occidental.

La première solution est à écarter, non seulement par l'échec de l'opération d'avril 1961, mais par les risques que comporterait sur le plan mondial une nouvelle expédition. La deuxième possibilité a un aspect trop passif et est incompatible avec la puissance et le dynamisme américains. Reste la troisième solution qui, en fait, est appliquée depuis plusieurs mois. X. reconnaît cependant qu'elle n'a pas, jusqu'à présent, rencontré beaucoup de succès, notamment auprès du Canada et de l'Europe occidentale. Le Gouvernement américain s'y tiendra néanmoins. Il y est aidé

- 3 -

indirectement par la diminution graduelle des devises étrangères dont dispose Castro, diminution qui limite d'autant ses achats à l'étranger. Si l'URSS venait à accorder une aide financière à Cuba pour lui permettre d'étendre son commerce extérieur, les Etats-Unis renouveleraient alors leur pression sur leurs Alliés.

Abordant la question de la base de Guatanamo, X. déclare que son statut juridique ne prête à aucune équivoque. Il s'agit d'un traité d'une durée illimitée, auquel il ne peut être mis fin qu'avec le consentement mutuel des deux parties. X. ne voit pas les arguments que Cuba pourrait avancer si le cas était porté devant un tribunal international. /J'ajoute ici, selon une conversation que j'avais eue il y a quelque temps déjà avec un diplomate anglais, que la thèse américaine n'est peut-être pas aussi solide. En effet, ce traité a été conclu lorsque les Etats-Unis et Cuba entretenaient de bonnes relations. Aujourd'hui, les choses ont changé et il peut paraître étrange qu'un Etat entretienne une base militaire sur un territoire ennemi. Les conditions qui ont présidé à la conclusion du traité américano-cubain n'existent plus aujourd'hui. Un tribunal pourrait donc dans son arrêt invoquer le principe "rebus sic stantibus"⁷.

Guatanamo offre aux Etats-Unis plusieurs avantages. Tout d'abord, le loyer annuel ne s'élève qu'à \$ 2.000.- or. Cette base permet aussi de tâter le pouls de la nation cubaine, grâce aux 3.500 indigènes qui y travaillent. Enfin, si cette base ne présente plus aujourd'hui l'importance

- 4 -

militaire d'il y a encore une dizaine d'années, elle sera peut-être un jour d'une précieuse utilité si elle peut servir de monnaie d'échange entre son abandon par les Américains et une rupture de la Havane d'avec Moscou. Mais ceci est encore de la "Zukunftsmusik" dont les exécutants sont encore loin d'avoir accordé leurs violons.

A une question de mon collaborateur de savoir si le Gouvernement américain n'aurait peut-être pas intérêt à souhaiter le maintien de Castro au pouvoir plutôt que de le voir remplacé par un autre communiste qui aurait beaucoup de chance d'être mieux discipliné et plus dépendant de Moscou, X. répond que ce problème a été examiné au Département d'Etat qui est arrivé à la conclusion que si le maintien de Castro est peut-être un moindre mal à Cuba, il en est autrement en Amérique latine. En effet, le "fidelisme" pour les masses sud-américaines n'est pas lié au communisme; il représente un idéal et est comme le symbole de la libération nationale. En éliminant Castro, le "fidelisme" lui aussi peut disparaître.

MR. Lindt

A. R. Lindt